



SAHARA INFO

N° 21-22

Janvier
Février 1978

Prix : 3 F

Commission Paritaire N° 58229

MENSUEL D'INFORMATION SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

**ARMÉES FRANÇAISE, MAROCAINE ET MAURITANIENNE
HORS DU SAHARA**



EDITORIAL

L'ENTRÉE EN GUERRE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS AU SAHARA

Devant les réactions du peuple mauritanien, des peuples et gouvernements de nombreux pays du monde, le gouvernement mauritanien s'efforce de croire que l'aide de la France dans le conflit est «temporaire et limitée». Le gouvernement français, quant à lui, essaie d'accréditer l'idée qu'il s'agit d'une aide à un pays agressé.

Il importe de savoir ce que la formule pleine de pudeur parlant d'aide, dissimule en réalité. Et qui dans le conflit saharien a pris la responsabilité de l'agression ?

Est-il possible de qualifier de *coopération et de solidarité* du gouvernement français à l'égard des peuples africains, les bombardements au phosphore et au napalm dont l'armée française s'est rendue responsable contre les colonnes sahraouies. Le déluge de feu qui s'est déversé à trois reprises, sur le territoire du Sahara occidental, a non seulement tué un grand nombre de combattants sahraouis, plus de 250 prisonniers mauritaniens, mais a aussi totalement anéanti un campement de nomades et son troupeau. Les restes de ce campement, se trouvant en territoire, ont été retrouvés plusieurs jours après car il n'y avait plus aucun survivant pour donner l'alerte.

Les dangers de guerre élargie dans la région de l'Ouest africain sont de plus en plus à redouter et le peuple français doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour s'opposer à l'aventure dans laquelle les nostalgiques de l'Algérie française et le gouvernement français veulent l'entraîner.

Le peuple français doit être tout spécialement vigilant et *se mobiliser pour exiger le retrait des forces françaises d'intervention et l'embargo sur les livraisons d'armes aux agresseurs du peuple sahraoui*. L'extrême droite française s'emploie, par tous les moyens, à pousser le gouvernement de Giscard d'Estaing à s'engager davantage dans la guerre. Le pouvoir français est en train d'opérer une manœuvre d'encerclement, à travers la mise en place de moyens logistiques exceptionnels et forces d'intervention, du Sahara occidental et de la Mauritanie. S'agit-il d'une manœuvre d'intimidation ou d'une attaque devant intervenir juste avant les élections, fin février par exemple, afin de peser sur ces dernières pour en modifier les résultats ?

Les objectifs de la guerre contre les peuples de la région saharienne n'étant pas avouables et Monsieur Giscard d'Estaing n'ayant plus la possibilité de tromper la conscience du peuple français en baptisant du nom d'otages, des prisonniers français du Front POLISARIO capturés en zone de belligérance, le dernier prétexte trouvé pour faire accepter la guerre au peuple français, serait *l'aide généreuse à un petit pays pauvre agressé*. À qui le gouvernement français fera-t-il croire que la Mauritanie est un État agressé alors qu'il s'est toujours comporté en *agresseur* ?

De crainte d'avoir à affronter le Maroc, Moktar Ould Daddah a préféré faire un marché de dupes sur les conseils impératifs de Giscard d'Estaing, en s'alliant à Hassan II, au lieu d'accepter la fédération «Mauritanie-Sahara» que le Front POLISARIO lui a proposé de construire au printemps 1975. (Rencontre à Nouakchott du secrétaire général du Front POLISARIO, le martyr El Ouali Moustapha Sayed et de Moktar Ould Daddah). Au lieu de répondre positivement à cette proposition qui s'inscrivait dans une perspective d'union, de solidarité et de coopération réelle entre les peuples, Moktar Ould Daddah a préféré se plier aux injonctions de l'impérialisme et lancer son armée contre le peuple sahraoui. Le gouvernement français ne pourra jamais être crédible dans sa tentative d'expliquer ses crimes de guerre contre le peuple sahraoui en faisant croire qu'il vient en aide à un pauvre pays agressé. *La vérité est toute autre : la «faiblesse» de la Mauritanie est due au refus de son peuple de servir l'impérialisme en participant, comme cela s'est passé au Liban, à un combat fratricide.*

Le peuple français doit tout mettre en œuvre pour empêcher le pouvoir français de se lancer dans une guerre contre les peuples de la région saharienne.

Le peuple français sait qu'une nation qui en opprime une autre ne peut se sentir libre. La liberté du peuple français est donc plus que jamais liée à la liberté des peuples des régions sahariennes. Le combat pour leur liberté s'inscrit dans le combat général pour la liberté du peuple français. La mobilisation et la vigilance doivent redoubler car le gouvernement français pourrait être à la fois incité et tenté de se lancer dans une guerre coloniale éclair avant les élections.

Exigeons le retrait des troupes d'intervention française et l'embargo sur les livraisons d'armes aux agresseurs. Exigeons que la France négocie la paix avec les représentants du peuple sahraoui puisqu'elle vient de se dévoiler comme principale puissance belligérante.

APPEL DU FRONT POLISARIO

AU PEUPLE FRANÇAIS

Le peuple sahraoui, qui a longtemps lutté contre le colonialisme espagnol, fait face depuis plus de deux ans à une agression militaire maroco-mauritanienne. Il lutte avec courage et détermination pour libérer sa patrie et y vivre à l'instar de tous les autres peuples.

Sa lutte de libération a pris ces derniers temps un tournant grave suite à l'intervention militaire directe des forces françaises, particulièrement aériennes. Cette intervention massive de l'armée de l'air française contre notre peuple n'est plus à démontrer. Le gouvernement français lui-même, après des tentatives de le cacher au peuple français et à l'opinion internationale, reconnaît officiellement que ses forces sont engagées directement aux côtés des forces d'occupation maroco-mauritaniennes et continueront à le faire. Aucun prétexte ne saurait légitimer, aux yeux de l'opinion française et internationale, cette intervention militaire française qui prend le relais des forces d'invasion des régimes de Rabat et de Nouackchott qui ont été mises en échec par l'héroïque résistance de notre peuple qui combat pour sa liberté et sa dignité.

La politique du gouvernement français, tout en visant à entraver le processus de décolonisation engagé par l'Organisation des Nations-Unies et l'Organisation de l'Unité Africaine, constitue non seulement une menace contre le peuple sahraoui, mais également la paix et la sécurité dans cette région de l'Afrique et de la Méditerranée.

En se chargeant, aujourd'hui, de poursuivre et d'intensifier la guerre d'extermination perpétrée par les forces d'agression maroco-mauritaniennes contre notre petit peuple pacifique, le gouvernement français prend sur lui la grave responsabilité des conséquences de ses actes sur la paix et la stabilité dans cette partie de l'Afrique qui a vécu près d'un siècle l'enfer de la domination et de l'exploitation.

Cette intervention militaire française révèle une nouvelle orientation dangereuse de la politique de la France qui veut substituer à la coopération, la domination par les expéditions militaires. Le gouvernement français, tout en se vantant d'avoir défendu le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et au libre choix de sa destinée, engage ses forces armées contre lui, contrairement à ses engagements internationaux et à la responsabilité qui lui incombe en tant que puissance membre du Conseil de Sécurité.

Le peuple sahraoui rappelle que pour lui, comme pour la communauté internationale, la question du Sahara Occidental demeure un problème colonial, comme la dernière session de l'Organisation des Nations Unies vient de confirmer. Notre peuple, ayant vécu de longues décennies sous le joug du colonialisme espagnol, s'apprêtait à reconquérir son indépendance après avoir imposé, par une longue lutte de libération armée, aux forces colonialistes espagnoles de quitter sa patrie. Deux pays voisins, en l'occurrence le Maroc et la Mauritanie l'ont agressé et tenté de le liquider. Envahi et chassé de ses terres, notre peuple n'avait d'autre choix que de continuer sa résistance pour survivre et acquérir son indépendance et sa liberté. La répression et les bombardements au napalm et au phosphore n'ont fait qu'accroître sa volonté et sa détermination pour réaliser ses objectifs. Notre peuple vit dans l'exil forcé ou dans des camps de concentration dans les territoires occupés par les forces maroco-mauritaniennes où des centaines de ses fils sont emprisonnés, torturés et exposés quotidiennement à une mort atroce qui en a déjà enlevé des dizaines.

L'ingérence inadmissible de la France officielle dans le conflit opposant notre peuple à ses agresseurs maroco-mauritaniens constitue donc une participation directe de ses forces militaires à l'entreprise de génocide engagé contre notre peuple. Elle constitue par ailleurs, l'aboutissement de tous les efforts déployés par la France dans la préparation et la concrétisation du prétendu accord tripartite, signé le 14 novembre 1975 entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, visant à partager notre peuple et sa patrie. De fait, le soutien ouvert accordé, sur les plans militaire, politique et diplomatique, par le gouvernement français aux pays agresseurs de notre peuple ne fait que concrétiser ces efforts pour étouffer les aspirations légitimes d'un peuple qui n'a commis de crime que de vouloir imposer le respect de ses droits et la sauvegarde de sa dignité et de l'intégrité territoriale de sa patrie.

Le peuple sahraoui, dans l'étape cruciale que traverse l'histoire des peuples de la région Nord-Ouest africaine, lance un appel pressant au peuple français et à ses forces démocratiques éprises de paix et de justice à s'élever contre l'intervention militaire française engagée contre la lutte de libération nationale d'un peuple pacifique. Notre peuple attire l'attention du peuple français et de la communauté internationale sur les dangers qui pèsent sur la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région, suite à l'intervention militaire française.

Le peuple sahraoui, déterminé plus que jamais à poursuivre son combat libérateur vous appelle à assumer les responsabilités qui vous incombent à l'égard de la juste cause qu'il défend. Votre soutien et solidarité renforceront sans nul doute sa détermination à parachever son indépendance et sa liberté et à préserver les liens d'amitié et de fraternité unissant les peuples français et sahraoui.

Par le fusil, nous arrachons la liberté.
Hauza, le 27 décembre 1977
Comité des Relations Extérieures.

Une interview de René Salanne, secrétaire national de la C. F.D.T, responsable du Département International

«L'escalade militaire de décembre dernier va à l'encontre des aspirations du peuple sahraoui à l'autodétermination»

— *Sahara Info* : Quelle est la position de votre organisation face au problème du Sahara Occidental ?

— René Salanne : Le problème du Sahara occidental est une des séquelles de la période coloniale au cours de laquelle des frontières ont été tracées de façon artificielle en fonction des conquêtes militaires et des marchandages entre les puissances européennes intéressées.

Aujourd'hui, compte tenu de ses énormes richesses minières et de sa proximité avec d'importantes bases de l'OTAN, cette région est l'objet de l'affrontement sans merci qui oppose sous des formes diverses, les forces de l'impérialisme et celles qui remettent en cause son hégémonie. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre notre position. Pour la CFDT, le problème central du Sahara occidental est celui des populations sahraouies. En aucune manière, celles-ci ne doivent être l'objet de manipulations ou de marchandages, encore moins les victimes d'un conflit qui oppose des éléments qui leur sont en grande partie extérieurs. Les Sahraouis, comme tous les peuples, ont le droit de disposer d'eux-mêmes, de choisir eux-mêmes leur destin. Ce principe de l'autodétermination, la CFDT en revendique son application pleine et entière comme elle l'a toujours fait chaque fois que les événements l'exigeaient, en Algérie, au Viet Nam et ailleurs. Aussi il importe de créer les conditions pour que le peuple sahraoui puisse s'exprimer en toute connaissance et en toute liberté. Pour la CFDT la seule voie possible est la négociation entre les parties en présence sous contrôle de l'ONU afin de définir les conditions et les moyens d'une libre consultation des Sahraouis.

— *Sahara Info* : Comment votre organisation juge-t-elle l'intervention militaire en Mauritanie et au Sahara Occidental ?

— René Salanne : Elle ne peut être que condamnée et nous l'avons fait. En effet l'escalade militaire de décembre dernier va à l'encontre des aspirations du peuple sahraoui à l'autodétermination.

En effet cette intervention montre quelles sont les véritables et dangereuses orientations de la politique française en Afrique. Il s'agit bien de peser sur l'évolution des pays progressistes qui, comme l'Algérie cherchent une voie propre et originale pour sortir du sous-développement où les avait laissés le colonialisme. La passivité du gouvernement français face à la montée du

racisme anti algérien en France et le rejet de l'accord entre la CEE et l'Algérie par la majorité au Sénat sont autant de faits qui vont dans le même sens.

— *De quelle manière la CFDT peut-elle aider le peuple sahraoui ?*

— René Salanne : Nous le faisons en réaffirmant sans cesse dans toutes les instances internationales où nous siégeons et partout où cela nous est possible notre soutien à la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination. Nous exigeons l'arrêt de toute intervention militaire française et le retrait des forces armées de tous les territoires de la région.



Accueil des délégations étrangères dans un camp sahraoui



Enfants sahraouis lors du défilé du 29 mai 1977

— Sahara Info : Il se confirme de plus en plus que les coopérants civils en Mauritanie sont obligés, malgré eux à coopérer à une industrie de guerre, et sont en danger. Quelle est votre position sur la présence de ces coopérants dans la situation actuelle de la Mauritanie ?

— René Salanne : A notre avis, il faut distinguer deux aspects essentiels dans cette question. Premièrement, nous n'entendons pas remettre en cause la coopération.

Mais nous n'entendons pas donner notre aval à n'importe quelle coopération et il faut que les choses soient claires. En aucun cas, des techniciens civils ne doivent être utilisés à d'autres tâches que celle prévues dans leurs contrats. Ensuite, et nous l'avons rappelé lors de l'enlèvement de Dief et Seguro, le devoir du gouvernement français est d'assurer la sécurité des coopérants. Il est donc essentiel qu'en tout état de cause, cessent les pressions directes ou indirectes visant à faire admettre par les intéressés leur départ en coopération dans les zones dangereuses. Leur volontariat doit être respecté.

— Quels sont vos liens avec les syndicats de travailleurs marocains ?

— René Salanne : La CFDT connaît l'UMT et sa lutte courageuse et difficile menée dans le passé et aujourd'hui pour l'indépendance nationale et l'avancée du socialisme et nous entretenons avec elle des contacts fraternels. Ainsi en février 76, nous avons tenu à rencontrer tant les responsables de l'UMT que de l'UGTA avant de nous exprimer sur le Sahara occidental. Plus largement, on sait que les organisations syndicales, des divers pays ont des sensibilités différentes, fondées en grande partie sur les réalités nationales qui leur sont propres. Mais nous pensons à la CFDT, que le mouvement syndical international doit pouvoir se hisser au-dessus des oppositions d'intérêt entre pays, pour retrouver les fondements de la solidarité internationales entre travailleurs et favoriser leur lutte pour la démocratie le socialisme et la paix. La CFDT ne refusera jamais de favoriser tous les efforts possibles en ce sens. Nous sommes trop conscients en effet que les divisions actuelles sur cette affaire ne peuvent que servir les intérêts de la réaction et de l'impérialisme.

Le 24 janvier 1978

Courrier

LES PEUPLES SONT FRÈRES

Parce que nous voulions vivre
nous nous sommes accrochés
aux nuages les plus hauts
aux brouillards les plus épais

Nous ne voulions que vivre
les autres ne le voulaient pas
nous sommes devenus un peuple
une nation et puis une RÉPUBLIQUE

L'impérialisme crie à qui veut
l'entendre
que le peuple Sahraoui n'existe pas
denandez lui pourquoi
ses avions lancent des bombes au
napalm

au RIO DEL ORO
au SAGUIAT EL HAMRA
Sur qui, sur quoi, sur des fantômes ?

Je ne veux que vivre, frère mauritanien
je ne veux que vivre, frère marocain
vous êtes de ces peuples

que le colonialisme n'a pas épargnés
vous connaissez donc la force, la foi
l'invincibilité d'un peuple qui combat
pour sa Liberté
vous êtes passés par là

Un œil vise, un œil pleure
c'est un frère qui est en face
Mustapha Sayed el Quali et les autres
eux aussi riaient face à l'aurore naissante
parce qu'un jour qui se lève
est une nuit vaincue

Les cercueils des morts sont couchés
sous la terre
eux nous les avons enterrés debout
parce que debout ils ont vécu
et debout ils sont morts

Quand tu verras le, napalm et le phosphore
brûler un homme et sa famille
aveugler un berger et son troupeau
tu comprendras le sens de ma lutte

Le capitalisme international a mis
entre un peuple et sa Liberté
deux peuples frères qu'il a armés
pour qu'ils défendent ses milliards.
Secoue le joug Maroc
de ce capitalisme qui te vide de tes
forces vives,

réveille-toi Mauritanie
tes ancêtres sont mes ancêtres
nous sommes frères.

ZEDKA

RENOUVELEZ VOTRE ADHÉSION

L'année commence. Nous devons renforcer l'Association. C'est pourquoi nous vous demandons de renouveler votre adhésion à l'Association en versant votre cotisation annuelle, soit : 70 F. (Abonnement compris) de soutien, soit :F

En CCP ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la R.A.S.D. - BP 236 - 75 264 - Paris Cedex 06
CCP 19 303 94 K Paris

Nom
Prénom
Adresse

Nouvelles de l'Association

Question sahraouie, question interdite ?

Depuis le 1^{er} mai 1977, date à laquelle eut lieu l'attaque menée par les combattants sahraouis contre Zouérate, 12 meetings de soutien au peuple sahraoui ont été interdits par le gouvernement français dans les villes suivantes : le 10 mai à la Ciotat, le 11 mai à Salon de Provence, le 12 mai à Marseille, le 12 mai à Amiens, le 14 mai à Arles, le 17 mai à la Mutualité de Paris, le 27 octobre au Havre, le 21 novembre à Rennes, les 25 et 26 novembre au Mans, le 29 novembre à Reims, le 15 décembre à Toulouse. Tout dernièrement, un meeting organisé par le CEDETIM, le 23 novembre à la Mutualité de Paris, auquel l'Association était invitée et où devait être longuement évoquée la lutte du peuple sahraoui et de Front Polisario, a également été interdit.

Pourquoi interdire tous ces meetings ? Pourquoi le gouvernement veut-il tenter d'imposer le silence ? Pour avoir les mains libres, il lui importe que ne se développe pas en France un large courant d'opinion

favorable au peuple sahraoui et capable de remettre en cause ses décisions. Tel est l'objectif poursuivi depuis plusieurs mois par une certaine presse. Profitant du climat anti-terroriste créé par l'affaire allemande, le gouvernement a tenté de faire passer le peuple sahraoui pour une bande de terroristes, pratiquant la prise d'otages. La protection des français travaillant en Mauritanie est le prétexte invoqué pour justifier une intervention militaire française qui poursuit en réalité pour seul objectif la défense des intérêts politiques et économiques des grandes compagnies françaises en Mauritanie et dans la région. Le gouvernement est prêt à poursuivre cette politique au prix d'un génocide du peuple sahraoui.

Ces interdictions de meetings rentrent dans le cadre d'une série de mesures répressives prises par le gouvernement : expulsion de deux responsables de l'Amicale des Algériens en Europe, mesures

d'expulsions contre deux marocains de l'Union nationale des Etudiants marocains à Besançon et expulsion d'Antonio Saura, peintre espagnol soutenant le peuple sahraoui. Plus grave, le gouvernement en développant une campagne anti Polisario a créé un climat qui permet le développement d'actions d'extrême droite. Telles le meurtre de Sebai Laïd et l'incendie d'un foyer d'immigrés à Strasbourg.

Il faut se battre contre toutes ces mesures qui sont des atteintes à la liberté d'expression et de réunion, et qui visent à étouffer en France toute information sur la lutte du peuple sahraoui et du Front Polisario afin d'empêcher de se développer en leur faveur un mouvement d'opinion qui paralyse l'action criminelle des napolémiseurs au gouvernement. C'est ce que l'Association des Amis de la R.A.S.D. s'efforce de faire avec le soutien des forces démocratiques françaises.

APPEL

Pour la liberté d'information et de réunion

Nous reproduisons ci-dessous un appel lancé par l'Association, ayant recueilli plusieurs centaines de signatures, mais que faute de place nous ne pouvons toutes reproduire. Les signatures continuent à être recueillies. Les faire parvenir en écrivant à l'Association.

Les soussignés apprennent avec indignation l'interdiction, en l'espace de cinq mois, de 12 meetings organisés par l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique en solidarité avec le peuple sahraoui et le Front Polisario, ainsi que l'interdiction d'un meeting de soutien aux luttes contre l'impérialisme français organisé par le CEDETIM le 23 novembre et où le combat du peuple sahraoui devait être largement évoqué.

Nous ne pouvons admettre de telles interdictions qui portent atteinte à la liberté d'expression et de réunion et qui aboutissent, en fin de compte, à priver l'opinion française d'une information nécessaire sur la réalité du combat du peuple sahraoui et sur celle de l'intervention française, directe ou indirecte, au côté de la monarchie marocaine, en Mauritanie et au Sahara occidental.

De telles interdictions ne peuvent se comprendre que dans la mesure où le pouvoir qui les décide cherche à masquer ses responsabilités quant au maintien en pleine zone de guerre d'un nombre important de nos compatriotes, malgré les dangers qu'ils courent, ainsi que l'a montré la captivité d'un certain nombre d'entre eux.

Nous ne pouvons admettre que le gouvernement français prenne des décisions (envoi de militaires, de matériel et d'avions français) sans qu'aucun débat à l'Assemblée Nationale n'ait eu lieu, engageant la France dans une aventure de type colonial que l'on tente de faire admettre à l'opinion publique par une campagne d'information tendancieuse. Cette politique ne peut qu'attiser et internationaliser un conflit menaçant la paix dans la région et s'oppose de fait à l'application du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Nous soussignés exigeons que la liberté d'expression et de réunion soit respectée et que puissent se tenir normalement les réunions publiques organisées par l'Association des Amis de la R.A.S.D.

Claude Bourdet, Jean Cardonnel, Georges Casalis, Jacques Chatagner, Jean-Pierre Chevènement, Robert Davezies, Alain Desjardin, Jean Dresch, Jean-Pierre Faye, Georges Fischer, René Gallissot, François Gibert, Daniel Guérin, Raymond Josse, Alain Joxe, Georges Labica, Yves Lacoste, Michel Larivière, Henri Laboucheix, Jean-Jacques Lecercle, Colette Magny, Claude Meillassoux, Jean Mendelson, Bruno Muel, Joe Nordmann, André Prenant, Gisèle Reboul, Madeleine Reberieux, Louis Vincent Thomas, René Zernovsky, etc.

MEETINGS DE L'ASSOCIATION

Depuis le 25 novembre, les meetings suivants ont eu lieu :

- 27 novembre à Marseille
- 27 novembre à Paris V°
- 1^{er} décembre à Champigny
- 2 décembre à l'Ecole Centrale (Paris)
- 9 décembre à Saint-Chamond
- 12 décembre à Angrs
- 13 décembre à Paris 9°
- 13 décembre à Boulogne (92)
- 14 décembre à Orsay
- 16 décembre à Toulouse
- 9 janvier à Censier - Fac (Paris)
- 13 et 14 janvier à Orléans
- 14 janvier à Nantes
- 14 janvier à Morlaix
- 17 janvier à Metz
- 24 janvier à Nanterre
- 25 janvier à l'INSEE
- 26 janvier à Paris 14°(Peuples et découvertes)
- 27 janvier à Alfortville
- 27 janvier dans le Lot-et-Garonne
- 31 janvier à Jusieu - fac
- 31 janvier à Lorient
- 3 février à Fontenay (94)

EN BREF

Une importante Conférence Internationale de Solidarité avec la lutte du Peuple sahraoui aura lieu à Rome les 4 et 5 février. L'Association des Amis de la R.A.S.D., qui a été invitée à y participer, en rendra compte dans le prochain bulletin.

Un colloque avant pour thème «*Les nouvelles formes de l'hégémonie impérialiste dans le monde arabe et en Méditerranée*», organisé par le Collectif de soutien aux Forces Progressistes Arabes, s'est tenu les 14 et 15 janvier à Paris. Une intervention du Front Polisario a été tout particulièrement applaudie par les nombreux participants venus à ce colloque.

La section de l'Association des Bouches-du-Rhône a participé à un Colloque sur l'impérialisme français en Afrique et dans la région méditerranéenne, qui s'est tenu les 14 et 15 janvier à Saint Maximin, dans le Var.

INFORMATION

- 1) Plusieurs lettres ont été envoyées, pendant les vacances, à diverses personnalités :
- aux responsables des églises de France
 - au Pape Paul VI
 - au président de la Côte d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny
 - au président du Sénégal, M. Leopold Senghor.
 - au président de la ligue des droits de l'homme, M. Henri Noguères
 - à M. Kurt Waldheim
 - à tous les chefs d'Etats africains

VOEUX

Le président du Croissant Rouge Sahraoui, Monsieur Ali Mahmoud, a adressé ses meilleurs vœux pour l'année 1978 à l'ensemble des membres de l'Association.

Ont également adressé leurs vœux : l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Bedjaoui ; plusieurs responsables du Parti socialiste ; le Comité Central du Parti communiste français ; la Confédération Syndicale des Familles ; le M.R.A.P. ; le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques ; le *Quotidien du Peuple* ; le Parti socialiste unifié.

SECTION DE SAINT-CHAMOND

BILAN DE L'ANNÉE 1977

Au début, nous nous sommes contentés d'insérer dans notre journal local d'expression populaire les communiqués de l'Association des Amis de la R.A.S.D. ou du Front Polisario. Notre rôle de journal de contre-information nous vaut de nombreux contacts permettant de dépasser la spécificité des partis de gauche ou d'extrême-gauche. Nous avons commencé nos activités de soutien par le collage des affiches nationales et la diffusion sur les marchés des tracts humanitaires. Ensuite, nous avons présenté le diaporama de l'Association à la Maison des jeunes de notre ville et tenu un stand de presse à la fête du PSU.

Au printemps, après l'élection d'une nouvelle municipalité à Saint-Chamond, nous avons pu obtenir le financement de la projection du film de Med Hondo. Le film, projeté gratuitement un dimanche après-midi, a attiré un très nombreux public. Des contacts nous ont permis d'assurer la diffusion régulière de *Sahara Info*. Lors du meeting de protestation contre l'assassinat de Saïd Lebaï, nous tenions un stand d'information et un camarade représentait l'Association à la tribune. Nous sommes de plus en plus souvent invités à des manifestations organisées par les partis. Grâce à des contacts qui ont été pris à Saint-Etienne, un travail d'information va pouvoir être développé dans cette ville. Les perspectives pour 1978 s'annoncent bonnes.

ATTENTION

Nous avons appris que des personnes se prévalaient abusivement de l'appellation de l'Association pour récolter des fonds.

Devant cette situation, l'Association rappelle :

1°) — que nul ne peut collecter des fonds au nom de l'Association sans une attestation du Bureau.

2°) — Les comités locaux ou toute personne récoltant des fonds en utilisant, directement ou indirectement, le titre de l'association, doivent verser les dons reçus directement à l'Association, juridiquement responsable.

3°) — nul n'est autorisé à ouvrir un C.C.P. en se servant de près ou de loin de la dénomination de l'Association des Amis de la R.A.S.D. A ce jour, un seul C.C.P. existe : N° 19.303. 94 K.

Il nous paraît indispensable d'appliquer strictement ces règles afin qu'aucune suspicion ne vienne hypothéquer l'action de soutien au peuple sahraoui. Si des abus devaient être constatés, nous serions obligés d'employer les recours légaux qui s'imposent en pareil cas.

Le Bureau.

DERNIÈRE MINUTE

Un livre que nous recommandons vivement à l'ensemble de nos lecteurs vient de paraître :

FRONT POLISARIO

l'âme d'un peuple

Son auteur, Ahmed Baba Miske, membre du Bureau Politique du F. Polisario, raconte la lutte du peuple sahraoui et du F. Polisario. Nous en rendrons compte dans notre prochain bulletin.

En vente dans les librairies, il est aussi possible de le commander à l'Association.

Éditions Rupture. Prix : 31 F

L'intervention militaire française contre le peuple sahraoui

Où en est l'intervention militaire française ? Quelles sont les forces engagées par le gouvernement français dans la région ? Pourquoi utiliser contre le peuple Sahraoui les bombes au napalm et autres engins de mort ? Autant de questions auxquelles le gouvernement français ne souhaite pas apporter les véritables réponses afin de masquer les raisons pour lesquelles la France est maintenant directement en guerre contre le peuple Sahraoui. Nous essayons de faire le point.

Maintenant tout le monde a entendu parler du POLISARIO. Depuis la guerre d'Algérie, aura-t-on souvent autant parlé d'un mouvement de libération qu'on ne l'a fait ces dernières semaines ? Probablement non. Il aura fallu que le Front POLISARIO fasse huit prisonniers de guerre, français, pour que les médias évoquent largement la lutte du peuple sahraoui. Les centaines de Sahraouis brûlés en 1976 au napalm et au phosphore, par des bombes de fabrication française, n'ont pas eu le droit de solliciter la pitié ; pas plus, d'ailleurs que les centaines de Sahraouis emprisonnés et torturés par les autorités marocaines et mauritaniennes.

Ils sont maintenant libres, les «otages». Restent les bombes au napalm, larguées par des avions français, qui sèment la mort parmi les combattants sahraouis. Reste la présence de l'armée française au Sahara et en Mauritanie. Reste une intervention militaire pour la défense des intérêts politiques et économiques de la France et de ses alliés dans le Nord-Ouest africain. «On ne fait pas de politique avec des otages» affirmait tout dernièrement Monsieur Giscard d'Estaing. Reste la politique sans les «otages». Reste la politique menée par le gouvernement français.

Quand, le 29 octobre 1977, l'Association des Amis de la R.A.S.D. avait révélé au cours d'une conférence de presse le départ, pour une destination inconnue, de plusieurs centaines d'hommes à bord d'avions Transall emmenant avec eux un matériel très sophistiqué, comprenant, entre autres, des radars de détection, des grenades au napalm F 1, et des missiles individuels Milan et Chouca, la presse française avait alors donné un large écho aux révélations faites par l'Association. Malgré le démenti du Ministère de la Défense, force nous est de constater que le matériel cité se trouve aujourd'hui en Mauritanie et au Sahara et qu'il est utilisé par les armées française, marocaine et mauritanienne contre le peuple sahraoui.

Trois agresseurs

Préparé activement depuis l'été dernier, un accord «secret» de défense liant Rabat, Paris et Nouakchott, a été conclu par les gouvernements des trois pays, fin octobre 1977. Tripartite, cet accord prévoit la mise en place, en Mauritanie et dans les territoires sahraouis avoisinants, d'un dispositif militaire franco-mauritano-monarchiste. Cet accord fixe la contribution des armées de chacun des trois pays concernés et détermine leurs zones d'évolution comme suit :

(1) — Les forces armées françaises dont le gouvernement ne tient pas à ce qu'elles soient, dans un premier temps du moins, confrontées directement aux combattants de l'ALPS (1), prennent en charge le commandement de l'instruction des troupes mauritaniennes, la coordination des opérations, les transmissions et assurent les appuis aériens et logistiques. Leur contribution à l'accord de défense tripartite prévoit également, d'une part qu'elles engagent leurs moyens sophistiqués de reconnaissance (avions «Bréguet-Atlantic», stations d'écoute, etc.) le long de la

voie ferrée du train minéralier et dans l'Est de la Mauritanie, et que d'autre part elles fassent intervenir leur aviation contre l'ALPS sur l'ensemble du territoire mauritanien proprement dit.

Le gouvernement français s'engage, en outre, à ravitailler régulièrement les troupes maroco-mauritaniennes en armes et en munitions et à leur fournir de nouveaux matériels de guerre.

(2) — Les forces armées monarchistes dont l'implantation était limitée au triangle Aïn-Bentili, Bir-Moghrein, Zouérate, limitrophe de l'Algérie, sont chargées de la défense de la voie ferrée proprement dite à l'aide d'unités nouvellement implantées à Zouérate, Atar, Nouadhibou et Akjoujt. Ce sont donc elles qui auront à supporter les attaques de l'ALPS contre les mines de Zouérate et le train minéralier. Les forces armées royales fournissent donc «la chair à canon» et l'armée française les spécialistes. C'est une réédition de l'intervention franco-marocaine au Zaïre où déjà l'un des partenaires avait fourni essentiellement l'aviation et l'autre les hommes.

Il est clair que cette intervention permet aux troupes monarchistes de s'enfoncer profondément en Mauritanie et de tenir pratiquement le pays à leur merci. En effet, seule la capitale Nouakchott échappe à ce contrôle. C'est pourquoi, dans son désir de sauver le régime d'Ould-Daddah, la France s'est trouvée dans l'obligation de garantir l'évacuation des troupes monarchistes dès que la Mauritanie en ferait la demande.

(3) — Les troupes mauritaniennes, quant à elles, considérées comme désorganisées, non prises en main et non opérationnelles, sont retirées des postes successivement occupés par l'armée monarchiste, pour être utilisées dans la défense de Nouakchott et d'éventuelles opérations contre l'ALPS.



L'A.L.P.S.

(1) Armée de Libération Populaire Sahraoui

Il fallait un prétexte pour couvrir aux yeux de l'opinion publique française et internationale, l'intervention militaire française en Mauritanie, nouvelle intervention de type néocolonial. Ce prétexte allait être trouvé après l'enlèvement de deux cheminots français, lors de l'attaque du train minéralier, le 25 octobre 1977, et qui succédait à l'enlèvement de 6 autres Français lors de l'attaque du 1^{er} mai contre Zouérate. L'utilisation qui en a été faite par le gouvernement n'a été qu'un écran de fumée afin d'essayer de faire admettre l'intervention française. À aucun moment le sort de ces 8 personnes n'a réellement intéressé le gouvernement français.

Cet accord n'est que la suite logique d'une alliance datant déjà depuis plusieurs années entre Nouakchott, Paris et Rabat. C'est la France qui depuis le début a activement soutenu l'invasion du Sahara Occidental apportant son soutien politique et diplomatique aux deux pays envahisseurs.

On sait comment dans le cadre du «Plan de Marrakech» les constructeurs français de matériels de guerre auraient reçu l'ordre de l'Élysée d'exécuter les commandes marocaines avant celles d'autres pays et même de l'armée française, qui souvent, a dû renoncer à ses propres stocks, au profit des FAR. Bien plus, des matériels absolument nécessaires à l'armée française qui les avait commandés tels certains missiles anti-chars, ont été livrés directement au Maroc.

Multiforme, l'assistance militaire française au régime monarchiste, prévoyait également une coordination entre les états-majors des armées des deux pays. Ainsi, l'été dernier, le général Saint-Criq, chef de l'état-major de l'armée de l'air française (la France a commandé des avions «Mirage» à la France) s'est rendu à Rabat. C'est au cours de cette visite que l'état-major des FAR lui a confirmé que la situation des troupes monarchistes au Sahara Occidental et dans le Sud Marocain avait atteint un seuil critique et que la catastrophe était inévitable en Mauritanie.

Pourtant, quelques mois plus tôt, Rabat et Nouakchott avaient conclu un «accord de défense mutuelle» en dépit duquel l'ALPS est parvenue à mener à bien des opérations de plus en plus nombreuses. Ainsi, la capitale mauritanienne a fait l'objet d'une attaque spectaculaire au début du mois de juillet dernier. Durant l'importante opération de ratissage déclenchée au mois d'août 1977 par les troupes monarchistes au Sahara Occidental, celles-ci ont connu de durs revers (Lasayab, Tifariti, etc.) qui les ont conduites à abandonner de nouvelles positions fortes comme celle de Haouza.

Les batailles de Gleibat Leghala (100 Mauritaniens tués et 40 autres blessés), à Jrei (20 Mauritaniens capturés) et Sebkheth Oum Drouss (où deux compagnies parachutistes de l'armée monarchiste ont été totalement anéanties), sont trop récentes pour qu'on oublie l'importance des pertes enregistrées alors par les troupes d'agression.

C'est dans ce contexte que le gouvernement mauritanien, peu rassuré par la présence des troupes monarchistes en Mauritanie, a demandé à la France d'intervenir militairement en sa faveur, faute de quoi il ne pourrait plus maîtriser la situation.

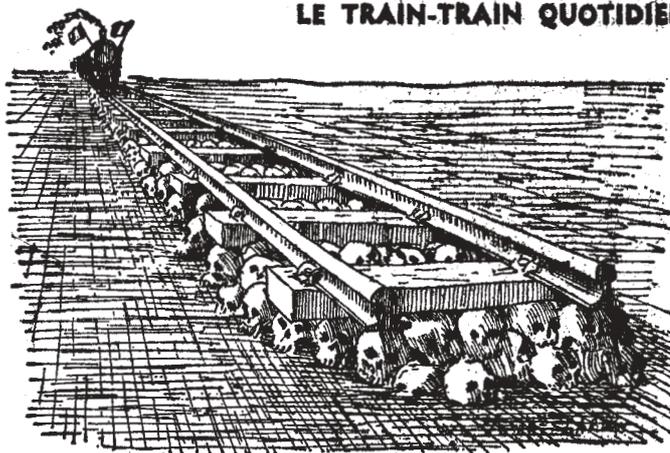
L'accord ne sera finalement mis au point que dans les premiers jours du mois de novembre et appliqué immédiatement après un dernier entretien avec le général Forget de l'armée de l'air française.

Ainsi, l'armée française est désormais présente en Mauritanie. Contrôlant toute l'armée de ce pays, elle a installé des officiers à tous les services de l'état-major mauritanien et implanté des détachements dans plusieurs localités mauritanienne comme à

Atar, à Zouérate, Nouadhibou et Nouakchott où le contingent militaire français (plusieurs centaines d'hommes) ne cesse de se renforcer à mesure que les avions «Transal» y débarquent hommes et matériels et que les avions «Bréguet-Atlantic» et «Jaguar» survolent le territoire mauritanien dans sa partie centrale et orientale.

En plus des moyens aériens qu'elle engage contre le peuple sahraoui, l'armée française a mis en place tout un système d'écoute et de reconnaissance électronique dont l'objectif vise, non seulement les unités de l'ALPS, mais également les pays voisins. Simultanément, le palais royal de Rabat a procédé à l'installation de nouvelles troupes en Mauritanie et dans le Sahara Occidental (Tiris). Présentes déjà en grand nombre, à Aïn Bentili, Bir Moghrein, Dakhla et Aousserd, les forces armées marocaines occupent désormais Atar et Akjoujt ainsi que Zouérate et la presqu'île de la Guera où est situé Nouadhibou, terminal du train minéralier de Zouérate. Ainsi, face à une armée mauritanienne évaluée à une douzaine de milliers d'hommes, Rabat compte déjà en Mauritanie environ 5 000 hommes soutenus par les 40 000 militaires engagés au Sahara Occidental.

MAURITANIE-POLISARIO : LE TRAIN-TRAIN QUOTIDIEN



« Le Canard enchaîné ». — Mercredi 28 décembre 1977.

Connaissant la situation économique et militaire frisant la catastrophe, désavoué par une importante partie de sa propre population qui apporte aide et appui au Front Polisario et impuissant à contenir la forte pression militaire de l'ALPS, le gouvernement de Nouakchott ne pouvait qu'être intéressé par l'accord de défense tripartite qui lui permet de neutraliser, par l'intermédiaire de la France, les tentations annexionnistes du régime marocain.

Ainsi donc, le gouvernement français ne pouvait rester indifférent à une situation qui, si elle continuait à se détériorer au même rythme, risquerait de désorganiser toute sa stratégie dans le nord-ouest africain. Soucieux toutefois de ménager l'opinion publique nationale française et internationale, il évite de montrer de façon trop nette son engagement dans une nouvelle guerre coloniale et s'attache, du moins pour l'instant, à contribuer efficacement au sauvetage provisoire du gouvernement Ould Daddah et, à la faveur de l'accord de défense tripartite, des intérêts impérialistes français dans la région.

SAHARA INFO CONDITIONS D'ABONNEMENT

Si vous désirez recevoir les 10 numéros suivants de «Sahara Info», veuillez nous retourner le bon suivant :

Je désire recevoir «SAHARA INFO»

NOM :
ADRESSE :
PROFESSION :

Je verse 30 F. par chèque postal ou bancaire joint ;
libellé au nom de l'Association «LES AMIS DE LA
RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATI-
QUE» - BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06

La logique du Génocide

Maintenant, le dispositif est devenu opérationnel. Ce sont les **Jaguars** français qui ont napalmisé en décembre l'Armée de Libération Populaire Sahraouie, faisant des dizaines de victimes parmi les combattants sahraouis et parmi les Mauritaniens qui ont été faits prisonniers au cours de ces opérations. De même qu'au Vietnam les B 52 ne faisaient pas de distinction entre Vietnamiens du Sud ou du Nord, les Jaguars ne peuvent faire la différence entre Sahraouis et Mauritaniens.

L'intervention militaire française a pour objectif de tenter d'écraser la résistance du peuple sahraoui à l'occupation de son territoire. En raison de l'extraordinaire détermination du Peuple sahraoui, de l'efficacité de la guérilla sahraouie, de la sympathie que témoigne le Peuple mauritanien à la lutte du Front POLISARIO, la logique de l'intervention militaire française risque de conduire tout droit à un génocide.

Les déplacements de population qui ont été organisés dans l'Ouest malien afin de vider cette zone de ses habitants, et qui

coïncident avec la visite effectuée en janvier au Mali par le ministre de la coopération, M. Galley, sont un signe parmi d'autres des risques d'extension du conflit. En effet, selon les présidents français et ivoirien, le territoire du Mali serait utilisé par le Front POLISARIO comme un moyen de passage pour attaquer la Mauritanie. D'où l'idée de l'Elysée d'apporter un soutien militaire au Mali pour protéger ses frontières.

La décision du gouvernement français de renforcer l'engagement militaire dans la région pourrait avoir de graves conséquences sur l'avenir des relations entre la France, le Peuple français et les peuples d'Afrique. La guerre d'Algérie, avec son million de morts, est là pour nous rappeler que les séquelles du colonialisme et ses prolongements habitent notre vie quotidienne pendant des années. Elle nous rappelle aussi que la coopération économique et les relations humaines sont ensuite longtemps difficiles.

C'est pourquoi il est aujourd'hui indispensable d'exiger le retrait des forces françaises du Sahara occidental, l'arrêt des livraisons de matériel militaire français au Maroc et à la Mauritanie et de développer en France un mouvement d'opinion contre la politique criminelle menée par le gouvernement français qui est prêt au génocide pour rayer de la carte un peuple en lutte pour chasser de son pays trois armées d'occupation étrangères.



Rescapés mauritaniens des bombardements français au napalm

Grève de la faim dans les prisons et mort de Saïda Menebhi

Depuis 1976, c'est la troisième fois que des prisonniers politiques au Maroc mènent une lutte à l'intérieur des prisons pour réclamer leur jugement, dénoncer leurs conditions de détention, briser leur isolement, et faire face aux menées répressives exercées contre le peuple marocain.

Cette dernière a commencé le 8 novembre 1977 avec des détenus politiques de la prison centrale de Kénitra et quatre détenus de la prison civile de Casablanca dont Saïda Menebhi, Rabea Ftouche, Fatima Oukacha et Abraham Serfaty qui ont suivi le mouvement quelques jours après.

Cette grève de la faim durera jusqu'au 24 décembre 1977 pour :

- continuer de penser et de lutter, alors que le régime marocain enferme les prisonniers dans le silence sous le nom de prisonniers d'éthique.

- mettre un terme à la torture et toutes les formes de persécutions dont ils sont victimes à l'intérieur des prisons.

- imposer au régime le respect des droits légitimes les plus élémentaires des détenus politiques.

Leurs revendications essentielles sont :

- l'abolition de toutes les formes de répression et de persécution dans les prisons.

- le transfert d'Abraham Serfaty auprès des camarades avec lesquels il a été jugé.

- l'amélioration des soins médicaux.

- l'entrée des livres et des journaux vendus sur le marché ainsi qu'un appareil transistor.

- Plus de censure du courrier.

- permettre aux détenus de poursuivre leurs études.

- octroyer à leur famille un deuxième jour de visite dont le dimanche et l'amélioration des repas.

Cette grève porteuse d'un appel international de solidarité à la lutte du peuple marocain et à une réelle démocratie est aussi leur seul et unique recours à leurs désastreuses conditions.

Devant cette situation dramatique, les familles des détenus à qui on a interdit les visites et qu'on a laissés sans nouvelles sur leur état de santé depuis le début de la grève se sont elles aussi solidarisées et organisées pour les soutenir en occupant la mosquée de Rabat et en renouvelant des démarches auprès du ministère de la Justice.

Les avocats, eux, n'ont pas cessé d'attirer l'attention des responsables sur la gravité de cette situation illégale et sur le danger de mort encouru par plusieurs des détenus, dont l'état de santé empirait.

Les quatre détenus de Casablanca ont été hospitalisés au 22^e jour dans un état critique à l'hôpital d'Avoeres, ainsi qu'une quarantaine de ceux de Kénitra.

Malgré toutes ces indignations, le 11 décembre 1977, Saïda Menebhi est morte au 28^e jour de la grève de la faim et l'on peut se demander quelles sortes de soins lui ont été donnés !

Après sa mort, une commission mandatée par des hautes instances internationales s'est rendue au Maroc. On ne lui a laissé voir ni le médecin traitant ni prendre connaissance de son dossier médical.

Saïda Menebhi a été condamnée le 15 février 1977 à 7 ans de prison. Lors de son procès, elle dénonça particulièrement la situation d'oppression de la femme au Maroc et affirma son soutien à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Cette grève a cessé le 24 décembre après satisfaction des revendications des grévistes de la faim.

C'est une grande victoire. Elle s'explique par la dureté et la longueur de la grève où ni la répression, ni l'isolement n'ont pu briser son unité et sa solidarité.

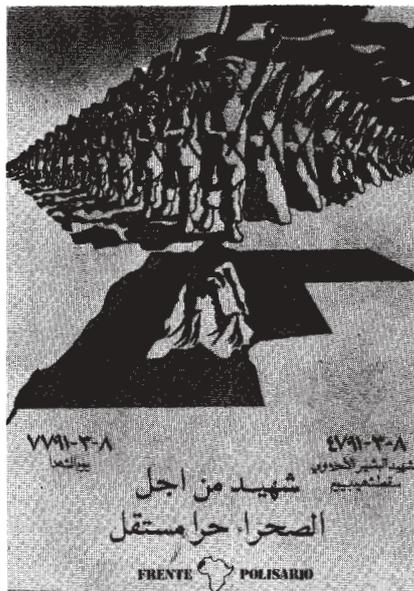
Par cette mort tragique et par l'émotion et le scandale qu'elle a soulevée dans l'opinion publique internationale.

Aujourd'hui, une campagne internationale la plus large possible doit exiger des nouvelles de plus de 500 personnes, arrêtées en mai, juin et juillet 1977, leur présentation immédiate à la justice et demander la libération de tous les détenus politiques.

MATÉRIEL DE L'ASSOCIATION



Affiche : 1,80 F
(2 couleurs)



Poster arabe : 6 F
(3 couleurs)

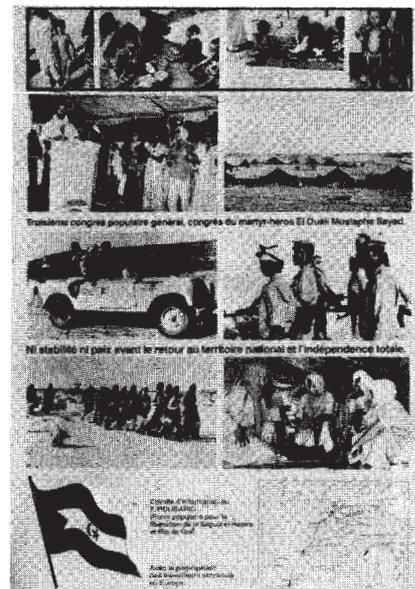


Poster « Le Défi » : 7 F
(2 couleurs)



Poster « El Ouali » : 10 F
Séigraphie (en bleu et marron)

CE MATÉRIEL
EST DESTINÉ
A FAIRE CONNAÎTRE
LA LUTTE
DU PEUPLE
SAHRAOUI
ET
DU FRONT POLISARIO



Poster du « 3^e Congrès » : 2 F
(2 couleurs)

CARTES POSTALES

Une série de 8 cartes postales, en noir et blanc, pour soutenir la lutte du peuple sahraoui vient d'être réalisée. Ce sont des photos représentant différents aspects de la vie quotidienne du peuple sahraoui.

Prix de la pochette : F.

Atin d'assurer la diffusion de ces pochettes, nous demandons aux membres de l'Association et aux sections de passer leurs commandes.

NOM.....

ADRESSE.....

Je commande pochettes de cartes postales.

Compter 4 F de port en plus pour un envoi de 3 pochettes.

MATÉRIEL DIFFUSÉ PAR L'ASSOCIATION

SAHARA INFO :

à ce jour, 20 numéros sont parus
l'abonnement pour 10 numéros

30 F.

SAHARA LIBRE :

journal de l'intérieur. À ce jour 50 numéros
sont parus en français, espagnol et arabe. Le n°

2 F

REVUE DU 20 MAI :

organe du Front POLISARIO en arabe et français. Le n°

5 F.

MEMORANDUM :

relatif à la proclamation de la RASD

3 F.

DOSSIERS PRESSES :

tome 1 sélection d'articles parus dans la presse
concernant le Sahara Occidental (160 pages)
tome 2 (février - septembre 1976) 90 pages
tome 3 (septembre 76 - mai 77) 128 pages
tome 4 (mai 77 - décembre 77) 120 pages

15 F

13 F.

20 F.

18 F.

BROCHURE :

3^e congrès du Front POLISARIO (80 pages)

10 F.

DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL :

(70 pages) réalisé par l'Association Les Amis de la RASD

15 F

Trois parties :

a) historique, avec cartes et documents

b) l'enjeu du Sahara Occidental

c) témoignages recueillis par l'Association sur la résistance
du peuple sahraoui à ses agresseurs

INSIGNE :

FRONT POLISARIO : l'un

12 F.

30 PHOTOS différentes en noir et blanc (format 24 x 30) l'une

7 F.

12 PHOTOS différentes en couleur (format 24 x 30) l'une

15 F.

(format 30 x 40) l'une

25 F.

POSTER «El Ouali Mustapha Sayed»

10 F

AFFICHE de la RASD

3 F.

POSTER du peuple sahraoui en lutte

7 F.

AFFICHE du 3^e Congrès du FRONT POLISARIO

2 F.

POSTER à la mémoire des martyrs (en arabe)

6 F.

AFFICHE «Peuple sahraoui une lutte de libération»

1 F.

AFFICHE contre le tourisme au Maroc

1,50 F.

Passez vos commandes à l'Association «Les Amis de la RASD»
BP 236 - 75264 PARIS CEDEX 06 - Tél : 033.79.10

NOUVEAU

Un Dossier Presse, tome 4, vient
d'être réalisé par l'Association. Il
s'agit d'une sélection d'articles parus
dans la presse de Mai à Décembre
1977, et qui retrace la campagne
d'intoxication déclenchée par le gou-
vernement français et l'intervention
militaire en Mauritanie et au Sahara.

Prix : 18 F (120 pages)

PENSEZ A VOUS**RÉABONNER !**

«Sahara-Info»
améliore
sa présentation
Aidez-le
dans son effort
de diffusion

JOURNÉE D'INFORMATION ET DE FORMATION

De nombreux adhérents et sympathisants de l'Association ayant exprimé le souhait de pouvoir mieux connaître la lutte du peuple sahraoui et du Front POLISARIO, nous avons décidé d'organiser le Dimanche 2 avril une réunion d'information. Cette dernière se tiendra à Paris et durera toute la journée. Plusieurs exposés suivis de débats auront lieu.

Un exposé sur la création du Front POLISARIO, la Marche Verte, et la lutte du Peuple Sahraoui contre les armées d'occupation marocaine et mauritanienne.

Un exposé sur l'intervention militaire française et les intérêts de l'impérialisme français dans la région.

Un exposé sur le travail de l'Association et ses perspectives.

Nous invitons tous ceux qui sont intéressés par cette réunion d'information à s'inscrire dès maintenant.

DATE : Dimanche 2 avril à 9 h 30

Conditions

REPAS du dimanche midi assuré.

PARTICIPATION AUX FRAIS : 25 F par personne

RETOURNER le coupon-réponse avant le 15 mars. Il vous sera renvoyé votre carte d'inscription à cette réunion d'information, vous précisant le lieu où elle se déroulera.

Coupon - Réponse

Nous désirons nous inscrire pour la réunion d'information du 2 avril 1978.

NOM, PRÉNOM : Tél :
ADRESSE :

NOM, PRÉNOM : Tél :
ADRESSE :

Cl-joint un chèque bancaire ou CCP d'un montant de F pour participation aux frais.